

Zeitschrift: Annales fribourgeoises
Herausgeber: Société d'histoire du canton de Fribourg
Band: 52 (1973-1974)

Artikel: Le rôle du clergé dans l'évolution de la coalition libérale-conservatrice au pouvoir à Fribourg de 1856 à 1881
Autor: Python, Francis
Kapitel: VI: Le clergé et l'éclatement de la coalition libérale-conservatrice
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-818163>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Chapitre VI

LE CLERGÉ ET L'ECLATEMENT DE LA COALITION

LIBÉRALE-CONSERVATRICE

L'attitude du clergé dans ce processus peut se concrétiser par la volonté qu'avaient les prêtres néo-ultramontains d'épurer la coalition de toute opinion modérée. La lutte engagée contre les catholiques libéraux apportait en fait une justification idéologique à base religieuse aux luttes des forces politiques conservatrices pour un contrôle sans partage du pouvoir.

Selon Schorderet et ses émules, la réalisation du Règne social de Jésus-Christ dans le canton devait passer par cette incarnation politique. Cet étriquement du sens de la mission des prêtres n'alla pas sans complaisances à propos des moyens employés dans l'arène politique. Si la sincérité du chanoine et de quelques-uns de ses compagnons ne faisait pas de doute, on ne se hasarderait pas cependant à faire la part des convictions et des intérêts des hommes engagés dans cette lutte pour le triomphe d'un pouvoir entièrement et purement conservateur.

La même précaution s'impose dans l'appréciation des luttes qu'engendra la résistance des modérés au projet du chanoine. Si la bonne foi de l'évêque et de quelques prêtres n'est pas à prouver, elle s'appuya parfois sur des forces dont l'opposition aux vues de Schorderet n'était pas toujours innocente.

Le processus d'éclatement de la coalition se trouva étroitement lié à la question de la succession épiscopale. Les diverses phases décelées ici mettront non seulement en évidence l'évolution du conflit entre les deux ailes de la coalition, mais apporteront en outre un éclairage révélateur sur les relations complexes que les pouvoirs religieux et politiques entretenaient à Fribourg.

A. *L'action du clergé dans la crise de la coalition*

1. **L'évolution de la coalition gouvernementale dans les années 1870**

Lors du renouvellement du Grand Conseil de 1871, la proportion des élus demeura stable entre les deux tendances de la coalition. Cependant des signes de déséquilibre se faisaient jour. Le départ de Charles avait décapité l'élément libéral dont la force résidait principalement dans la présence de fortes personnalités à l'Exécutif. Certes la relève était assurée, avec moins d'éclat, toutefois par les Jaquet, Geinoz ou Clerc. L'affaiblissement idéologique de ce tiers-parti se faisait plus sentir encore en raison de la conjoncture politico-religieuse. L'affiliation libérale était devenue très ténue, l'accent était surtout porté sur la modération. N'était-ce sa répugnance pour les idées néo-ultramontaines dont une partie des conservateurs se montraient les adeptes, cet élément modéré aurait pu se fondre dans le parti conservateur tel que l'envisageait Weck-Reynold.

Pour le chef du gouvernement, l'appoint de ces modérés était encore nécessaire électoralement, en ville de Fribourg et dans la Gruyère. L'évolution suivie par la coalition depuis 1856 montrait bien que le courant conservateur s'amplifiait, mais au moment où une absorption du tiers-parti pouvait être envisagée à plus ou moins long terme, il ne convenait pas de brusquer la démarche et de jeter ces modérés dans les bras du parti radical.

Cette conception des rapports avec les modérés n'était pas unanimement partagée chez les conservateurs. La progression de l'extrême-droite avait été stoppée en 1871 par les mécanismes de désignation des candidats, en mains des modérés. Un certain ressentiment en était résulté. Si les luttes que soutenait le canton pour conserver sa souveraineté et pour affirmer son originalité religieuse avaient imposé une sourdine aux récriminations des conservateurs prononcés, le climat politique plus détendu au niveau fédéral durant la période précédant les élections de 1876 leur permettait d'agir plus librement. Les fruits de la mobilisation néo-ultramontaine des masses ne devaient pas être perdus et

pouvaient s'investir dans une démarche plus politique. Une transformation intervenue dans la composition de cette extrême-droite explique aussi son allure plus conquérante.

Une jeunesse très combative issue de la SES et nourrie de l'idéal néo-ultramontain piaffait d'impatience devant la conduite prudente de Weck-Reynold. Par la création du Cercle catholique de Fribourg, bientôt suivie par de multiples fondations dans les districts, les chanoines Wicky et Schorderet offraient à ces jeunes gens un encadrement de politiciens conservateurs «prononcés» et surtout un moyen d'entrer directement dans l'arène politique en bousculant non seulement les notables de l'autre tendance mais également les tenants de la ligne de conduite prônée par Weck-Reynold.

Les élections de 1876 furent marquées par des luttes intestines au sein de la coalition, mais si le chef du gouvernement parvint à limiter les affrontements, des divisions irréparables avaient vu le jour qui le mirent dans une position inconfortable durant toute la législature suivante. Dans le district de la Sarine, le Cercle catholique était intervenu pour empêcher l'élection d'un jeune modéré, Bourgknecht. Weck-Reynold déjoua la manœuvre, mais il dut pour cela demander expressément aux membres influents du clergé de ne pas suivre le mot d'ordre des néo-ultramontains.

En Gruyère, l'intervention du clergé prit des proportions beaucoup plus voyantes et dangereuses. Les deux tendances de la coalition étant d'égale force, une division entraînait un arbitrage des radicaux. Des prêtres, de concert avec les conservateurs extrêmes, prirent ce risque. D'un conflit personnel entre un candidat modéré, Gillet, et son curé, on en vint à une «querelle des investitures», le clergé dans son ensemble se prononçant publiquement contre le notable modéré. La victoire des modérés entraîna une scission dans la députation libérale-conservatrice que Weck-Reynold ne parvint pas à maîtriser et renforça le clergé dans la conviction que les modérés constituaient un danger pour l'avenir religieux du canton de par leur alliance possible avec les radicaux.

Du point de vue du comportement politique des ecclésiastiques, cette consultation enregistrait une évolution significative. Certes les manifestations du clergé dans la lutte politique n'étaient

pas rares en temps d'élections. D'ordinaire cependant, si l'on ignore le combat traditionnellement mené contre le radicalisme, cela se traduisait par l'agrément officieux que devaient recevoir les listes de candidats de la part de curés influents et par un travail plus ou moins discret de propagande dans le cadre paroissial. La consultation de 1876 vit le clergé gruyérien dans son ensemble participer à la lutte publiquement et de façon très active. Le processus d'épuration de la coalition que les néo-ultramontains voulaient mettre en route n'était plus un projet discuté au niveau des stratégies élaborées dans les cercles d'extrême-droite, mais était devenu l'affaire de l'ensemble des curés. Cette cléricisation des luttes politiques témoignait de l'audience des thèses néo-ultramontaines et pouvait se muer en une croisade anti-modérés. L'état de division dans lequel était plongé le clergé déboucha sur une lutte fratricide.

2. La résistance de l'évêque et de certains prêtres au mouvement politico-religieux de Schorderet

L'évêque Marilley avait vu avec douleur, dès avant le Concile déjà, une partie de ses jeunes prêtres s'attacher plus aux directives néo-ultramontaines de l'évêque Mermillod — dont la conduite concernant la séparation de Genève du diocèse lui avait été pénible — qu'à ses propres consignes. L'incompréhension du vieil évêque à l'égard des méthodes pastorales nouvelles et la fougue de ces jeunes lévites en était une cause. Durant les années difficiles de l'immédiat après-concile, l'évêque malgré ses craintes avait soutenu les efforts des Wicky, Schorderet et Horner visant à mobiliser les populations pour la défense de la religion. Mais, lorsque se précisa davantage l'orientation politique des activités néo-ultramontaines, les réticences de l'évêque s'amplifièrent car il n'avait jamais renié ses sympathies à l'égard des modérés sur le plan politique.

Ses craintes étaient partagées par un certain nombre de prêtres en poste au Collège et au Séminaire et que les néo-ultramontains désignaient sous le nom collectif de «caucus ecclésiast-

tique»⁶⁷. L'abbé Jaquet que nous avons déjà rencontré dans le camp des partisans des catholiques libéraux en faisait partie avec quelques prêtres liés à la rédaction du *Chroniqueur* : ainsi l'abbé Joseph Fragnière, directeur au Séminaire, qui était le frère du rédacteur du journal, Laurent Fragnière ou encore le recteur Laurent Frossard, oncle des deux premiers. On pouvait y joindre aussi l'abbé Jean Gremaud, savant historien dont la rigueur intellectuelle répugnait à admettre les simplifications et exagérations de l'école néo-ultramontaine. D'autres prêtres encore, occupant des postes moins en vue, gravitaient autour de ce cercle qui constituait en fait une élite intellectuelle coupée de la masse rurale du clergé⁶⁸ et que les néo-ultramontains accusaient d'influencer l'évêque en leur défaveur.

De fréquentes escarmouches entre *Le Chroniqueur* et *La Liberté* ou *L'Ami du peuple* traduisaient ce climat d'hostilité larvée qui régnait au sein du clergé en relation avec l'évolution du rapport des forces au sein de la coalition. A la suite de la campagne de politisation de plus en plus marquée du Piusverein menée par Schorderet et après la création du Cercle catholique, les conflits de presse devinrent de plus en plus nombreux et violents. Aux attaques de la « bonne presse » contre les modérés du *Chroniqueur* anathémisés comme libéraux, répondirent des accusations à l'endroit de la conduite du chanoine Schorderet et de la gestion de ses multiples œuvres. Un incident significatif se déroula peu avant les élections de 1876. Il fut publié un supplément du *Chroniqueur*⁶⁹ à l'usage du clergé où diverses accusations étaient lancées contre le chanoine Schorderet, dont celle de ne pas se soumettre à l'autorité de l'évêque. Ce document qu'on surnomma le « mandement laïque » déchaîna les passions. Lorsque le bruit courut que l'évêque en personne avait autorisé sa publication,

⁶⁷ On parlait également d'un « caucus » de la Gruyère pour désigner le groupe des notables politiques modérés qui y faisaient la loi.

⁶⁸ Mis à part quelques prêtres comme l'abbé Frossard de Treyvaux ou le jeune curé Porchel de Sâles.

⁶⁹ *Le Chroniqueur* du 5 octobre 1876.

une véritable crise de confiance se fit jour dans le clergé néo-ultramontain à l'égard de Marilley.

Mais la démarche insolite de l'évêque était peut-être une réponse aux intrigues qui se nouaient chez les ultramontains à la faveur des rumeurs sur l'ouverture de la succession épiscopale.

B. Les luttes autour de la succession épiscopale de Marilley⁷⁰

Dans l'effervescence politique qui marquait la tentative de l'extrême-droite de modifier l'équilibre de la coalition et de s'emparer de tous les leviers du pouvoir, le problème du remplacement de Marilley revêtit d'emblée une importance capitale. Chaque camp s'efforça de placer son candidat car la position-clé que constituait l'évêché pouvait déterminer dans une large mesure l'orientation future de la politique cantonale. Le rôle joué par Weck-Reynold dans cette question est à relever, la dégradation de ses rapports avec les modérés en reçoit un éclairage intéressant.

1. Les premiers affrontements

En 1875, à l'occasion du synode, Marilley avait laissé entendre aux doyens qu'éprouvé par les ans il ressentait quelque lassitude à administrer son diocèse. La confiance s'était vite répandue. Des démarches furent aussitôt entreprises à Rome par l'école néo-ultramontaine. Le candidat proposé était le supérieur du Séminaire, Cosandey, qui était un conseiller et un soutien du chanoine Schorderet. Une lettre d'Agnozzi, l'ancien nonce, à Weck-Reynold en mai 1876 demandait des informations sur les prêtres capables

⁷⁰ les étapes de cette succession ont été étudiées de façon très détaillée et à la lumière de correspondances diverses (Weck-Reynold, Schorderet, Soussens, etc.). Les documents des archives vaticanes qu'il faudra exploiter un jour pourraient apporter un nouvel éclairage. Nous nous en tiendrons ici à un résumé succinct du développement complexe de cette affaire, basé sur les documents contenus dans les papiers Marilley récemment mis à jour.

d'être nommés coadjuteur de l'évêque avec droit de succession. La réponse du chef du gouvernement est révélatrice de sa position à cette époque et des divisions qu'il ressentait dans le camp ecclésiastique.

En premier lieu, Weck-Reynold exprima sa crainte à l'égard de quelque manœuvre occulte et demanda que la mesure ne soit pas prise sans l'assentiment de Marilley. Puis le chef du gouvernement fit l'inventaire des noms qui circulaient dans l'opinion du point de vue politique qui était le sien. Sa préférence allait à Cosandey qui possédait la confiance du clergé et de l'autorité civile. Mais Weck-Reynold ne cacha pas que cette candidature se heurtait à l'opposition de Marilley et d'un cercle de prêtres proches de l'évêque. La cause de cette opposition devait être cherchée, selon lui, dans la permanence dans les personnes, si ce n'était dans les idées, de la « petite Eglise » qui s'était montrée réservée à l'égard des Jésuites et avait manifesté des sympathies libérales quelque trente ans auparavant. Le nom du modéré Goetschmann, curé de La Chaux-de-Fonds, que mettait en avant Marilley, ne lui était pas désagréable, en second lieu. Quant à la candidature d'un Wicky, il n'en voulait pas, jugeant son intransigeance d'un autre âge. La situation évolua peu, cette année là, sur le front des candidatures. Mais lorsque l'évêché avança le nom du recteur Frossard, Weck-Reynold laissa entendre que le clergé dans son ensemble l'accepterait mal. Les positions de chaque camp se durcirent au gré de la dégradation du climat politique qui entoura les élections de 1876. Aussi Rome suivit-elle le conseil du chef du gouvernement de suspendre provisoirement l'affaire.

En mai 1877 cependant, la crise allait rebondir et provoquer une fronde des prêtres néo-ultramontains qui affecta profondément les relations de l'ensemble du clergé avec l'évêque. Marilley en effet avait annoncé un voyage à Rome et l'intention lui était prêtée de présenter au pape la candidature de Goetschmann. L'école néo-ultramontaine réagit et Weck-Reynold consulté par Agnozzi laissa voir une évolution dans son attitude. Il recommanda de tout faire pour nommer Cosandey, même s'il fallait contrarier Marilley. Le nouveau rapport de forces qui s'était manifesté lors des élections précédentes avait montré la puissance

du clergé néo-ultramontain. Il semble que le chef du gouvernement, par son choix plus résolu de Cosandey, pensait pouvoir mieux maîtriser à l'avenir la crise de la coalition dont le clergé était en partie responsable.

Parallèlement aux démarches entreprises à Rome par Mermillod, Lachat et bien sûr Agnozzi en faveur du Supérieur du Séminaire, Wicky et quelques chanoines néo-ultramontains avaient mis en circulation dans le clergé une pétition favorable à Cosandey. Elle fut présentée au Pape lors de la visite de Marilley et contribua à l'échec de la démarche épiscopale. Le résultat de l'entretien de Marilley avec Pie IX n'est pas connu dans le détail. Il apparaît que l'évêque dut faire face au dessein bien arrêté de Rome de nommer Cosandey comme coadjuteur. L'impression de Marilley fut que la confiance de Pie IX lui avait été ravie. D'autre part, si le nombre de signatures récoltées par la pétition du clergé n'est pas connu, il dut être assez élevé et donnait à penser qu'une administration parallèle régissait la majorité du clergé. Aussi la méfiance à l'égard de Schorderet et de ses œuvres ne fit qu'augmenter à l'évêché et une épreuve de force ne tarda pas à s'engager entre le fougueux leader des néo-ultramontains et l'évêque.

2. Le conflit entre Marilley et le chanoine Schorderet

De cet affrontement, l'évêque et les modérés mirent surtout en avant l'aspect ecclésiastique, mais il n'échappait à personne que l'antagonisme était avant tout politique. Son issue devait décider du sort des œuvres politico-religieuses des néo-ultramontains et en définitive de l'équilibre de la coalition. On le vit bien a contrario par les conséquences de l'échec qu'essuyèrent les modérés sur les plans tant ecclésiastique que politique.

Le climat nouveau qui se faisait imperceptiblement jour dans l'Eglise avec l'avènement de Léon XIII en février 1878 eut pour effet, à plus ou moins long terme, de relever la tête des catholiques libéraux et de leurs sympathisants. Cette évolution ne passa pas inaperçue à Fribourg et redonna confiance aux modérés. Dans cette perspective, la retentissante offensive que Schorderet lança contre le libéralisme catholique était une première réponse à cette

nouvelle situation et surtout une tentative de prendre de vitesse les modérés dans l'utilisation politique de la détente survenue.

Un grand pèlerinage fut organisé à Fribourg en juin 1878, auprès du tombeau du P. Canisius, l'apôtre de la contre-Réforme. On avait joint à cette fête le souvenir du septième centenaire de la fondation de Fribourg afin de donner un aspect patriotique à cette manifestation religieuse. Ce pèlerinage qui se voulait être le couronnement de toutes les manifestations qui avaient rassemblé et soutenu les catholiques fribourgeois depuis 1870 donna lieu à de virulentes attaques contre le catholicisme libéral subtilement amalgamé au vieux-catholicisme dont on fit jurer aux populations campagnardes enrégimentées dans cette manifestation de se détourner à jamais.

Au moment où les troubles confessionnels engendrés par le Kulturkampf avaient tendance à s'apaiser dans le pays, la mise en garde contre le vieux-catholicisme ne trompa personne, et les modérés prenant prétexte de quelques irrégularités ecclésiastiques et de l'esprit d'insoumission de Schorderet à l'égard des consignes de Marilley poussèrent ce dernier à dénoncer le fougueux chanoine à Rome. Un rapport fut établi qui montrait les responsabilités de Schorderet dans l'état de division où se trouvait l'Eglise à Fribourg. Les sympathies politiques de Marilley apparurent très nettement dans la description de l'état dans lequel se trouvait la coalition gouvernementale, où l'on pouvait lire, en fait, les doléances des modérés. Une deuxième partie était constituée d'un réquisitoire à l'encontre de la conduite personnelle du chanoine. Dans un troisième volet, des mesures étaient proposées pour mettre fin à cet état de choses. Elles consistaient à mettre les œuvres des néo-ultramontains sous le contrôle de l'évêché.

Muni de ce rapport, l'évêque s'en alla à Rome, pensant trouver un bon accueil auprès du nouveau pape. L'imbrication de cette affaire avec la question de la succession épiscopale était manifeste; en accusant Schorderet, Marilley pensait porter une sérieuse atteinte aux chances de la candidature de Cosandey dont le chanoine était le protégé. Mais les néo-ultramontains pouvaient encore compter sur de puissantes influences à la Curie, et Marilley essuya un double échec.

Le Vatican demeura ferme sur la question de la succession soulevée par l'évêque. Il fut laissé à Marilley un choix entre deux options: ou accepter un coadjuteur qui ne pouvait être que Cosandey ou être prêt à donner sa démission quand le Pape l'estimerait nécessaire. La seule concession admise avait été de laisser à l'évêque le temps de terminer sa visite pastorale dans le diocèse avant de se déterminer.

Quant aux plaintes de l'évêque concernant Schorderet, la réponse fut dilatoire. Des assurances furent données que des conseils de modération seraient adressés au trop zélé chanoine et que l'obligation de se soumettre à l'évêque lui serait rappelée. Le Vatican toutefois voulait entendre l'autre partie. La contre-attaque que les néo-ultramontains préparaient ne laissait guère d'illusion à Marilley.

3. La victoire des néo-ultramontains

La riposte des amis de Schorderet se déploya sur deux plans. A Rome d'abord où Schorderet s'empressa de suivre l'évêque pour tenter de se justifier. On suscita de nombreux témoignages en sa faveur, en particulier des évêques Mermillod, Lachat et du comte Scherrer-de Boccard, président du Piusverein suisse. Weck-Reynold fut également sollicité. La position du chef du gouvernement était délicate. S'il reconnaissait volontiers les exagérations du chanoine, il ne pouvait se permettre politiquement parlant de voir passer en mains modérées le contrôle des œuvres de Schorderet, et en particulier de la «bonne presse». L'extrême-droite d'ailleurs ne l'aurait pas toléré et l'équilibre de la coalition auquel Weck-Reynold tenait tant aurait été compromis.

La question de la succession épiscopale interféra là aussi. Ne pas soutenir Schorderet signifiait que la candidature de Cosandey pouvait être compromise et qu'un évêque modéré serait nommé. Weck-Reynold se résigna à accorder son soutien à Schorderet tout en formulant quelques réserves et surtout plaida pour un compromis. Le chanoine devait s'effacer pendant quelque temps et remettre le contrôle de ses œuvres à un comité de prêtres nommés par les doyens. Ce n'était que la face ecclésiastique d'une

stratégie de pacification que menait Weck-Reynold sur le plan de la politique cantonale. Mais la contre-attaque de l'extrême-droite n'était pas restée non plus inefficace sur ce plan, et Weck-Reynold en cédant maladroitement aux exigences néo-ultramontaines se trouva bientôt privé des moyens de pression nécessaires pour obliger les deux éléments de la coalition à accepter un compromis durable.

Après le pèlerinage du 3 juin en effet, les luttes de presse étaient devenues si vives que Weck-Reynold pressé par ses collègues de l'extrême-droite et craignant une mise en péril de la coalition avait pris *Le Chroniqueur* sous son contrôle direct. La mesure était très grave, car elle équivalait à un désaveu de la ligne suivie par les modérés, et surtout les privait de leur tribune. Le chef du gouvernement tenta, il est vrai, de neutraliser la presse par un accord entre *Le Chroniqueur* officiel et les journaux néo-ultramontains qui s'engageaient à cesser toute polémique. Privé du contrepoids modéré, l'accord renforçait en fait la «bonne presse» sur laquelle Weck-Reynold n'avait plus de prises et poussera les modérés à fonder *Le Bien public*.

Mais une telle mesure avait aussi eu son impact à Rome où Schorderet put faire valoir la justesse de sa cause entérinée en quelque sorte par la décision de Weck-Reynold. Le voyage de Schorderet auprès de Léon XIII fut présenté comme un triomphe par la presse néo-ultramontaine, et la soumission de Schorderet à l'évêque, dont la charge était en sursis, ne fut qu'une formalité sans lendemain.

Au moment où la crise politique éclatait au grand jour avec l'entrée en scène du *Bien public* en automne 1879, les luttes autour de la succession épiscopale connurent un ultime regain de passion. Pour les deux journaux et les deux partis qui se déclaraient conservateurs et catholiques se jouait là une carte capitale, l'appui du futur évêque à l'un ou l'autre des camps en présence pouvant décider de l'orientation future de la politique fribourgeoise.

On l'a vu, la décision romaine avait déjà été prise, et la démission de Marilley comme la nomination de Cosandey n'étaient qu'une question de temps. Les modérés poussèrent Marilley à reculer le plus possible l'échéance et à tenter une dernière fois

d'obtenir la désignation d'un successeur qui leur était favorable. Après l'échec de la mission en ce sens du grand-vicaire Chassot à Rome, Marilley adressa publiquement son soutien à l'organe modéré. Quant à Weck-Reynold soumis à une pression de l'extrême-droite de plus en plus forte, et voyant la coalition se désagréger, il ne pouvait que demander avec plus d'insistance le remplacement de Marilley. L'accélération de la procédure romaine après le soutien du prélat au *Bien public* lui prouva que le Vatican désirait la victoire de sa cause. Il nous reste à voir comment le point de vue de Weck-Reynold selon lequel l'évêque Cosandey devait être un point d'appui lui permettant de réduire la scission modérée sera concrétisé durant les deux dernières années de la législature en cours. Si Cosandey était prêt à jouer, avec quelques réserves, ce rôle pro-gouvernemental, qu'en était-il du clergé profondément divisé par l'élimination de Marilley?

C. *L'attitude politique du clergé et la victoire conservatrice de 1881*⁷¹

Aux yeux des prêtres néo-ultramontains qui avaient provoqué, en partie du moins, la scission du *Bien public*, comprise par eux comme devant être une épuration salutaire des hommes au pouvoir, le remplacement de Marilley n'était qu'une étape. Le clergé favorable à l'évêque démissionnaire le comprit bien qui poursuivit la résistance aux volontés néo-ultramontaines. Les luttes internes du clergé atteignirent alors leur paroxysme malgré la volonté pacificatrice de Cosandey. Tous les conflits de tendances et de personnes qui avaient sourdement divisé le clergé depuis quelque dix ans, si ce n'est depuis 1856, resurgirent.

⁷¹ La période qui vit naître *Le Bien public* jusqu'au tournant fatal de 1881, ayant été traitée de façon très circonstanciée dans l'étude de Martine Droux: *Le Bien public, 1879-1889*. Fribourg 1966 (mémoire de licence), on se bornera ici à décrire brièvement les positions des deux tendances du clergé.

La lutte ouverte des journaux et des partis permet de mieux cerner l'ampleur et le caractère de la division. Dans le camp modéré, la fidélité à l'évêque «démisionné» va de pair avec l'adhésion au *Bien public*. Selon un pointage et d'un point de vue quantitatif qui ne tient pas compte du degré de l'engagement dans la cause modérée, on compte 27 prêtres dans ce camp sur les quelque 200 ministres recensés dans le canton. A l'image de l'électorat du tiers-parti, ce clergé modéré se recrutait surtout dans la capitale (environ 12 prêtres sur 35) et constituait, comme on l'a déjà vu, une «aristocratie» de l'intelligence. Une région rurale cependant, la Gruyère, qui avait fait bon accueil au *Bien public*, comptait une proportion relativement élevée de prêtres modérés (10 sur 35). Les quelques autres prêtres de cette tendance, isolés au sein de populations très conservatrices et tenus à l'écart par leurs confrères ne purent guère faire prévaloir leurs opinions.

Quant à l'orientation idéologique de ce clergé, elle se rattachait à la tendance de l'aile droite du nouveau parti. Selon celle-ci, *Le Bien public* ne devait pas revêtir a priori un aspect d'opposition aux idées conservatrices, mais avait charge de faire contrepoids à tout extrémisme réactionnaire. Pour ces prêtres, la défense même de la religion postulait le refus de l'absolutisme néo-ultramontain qui risquait de détruire la paix confessionnelle. On retrouvait là le fondement de la position politique d'un Marilley. Seul un Charles Raemy, peut-être, pouvait souscrire pleinement au libéralisme avéré de l'aile gauche qui ne recula pas devant l'alliance avec les radicaux afin de proposer une alternative véritable à la politique conservatrice.

Sur le plan des méthodes enfin, on remarquera chez ces prêtres le même zèle à soutenir le journal et le parti modéré qu'on reprochait aux néo-ultramontains dans leur croisade en faveur de la «bonne presse». Leur engagement dans la «cuisine» électorale ne sera guère plus discret que chez leurs confrères. Il reste cependant que leur soumission à Cosandey ne souffrit pas d'exception.

Le nouvel évêque avait reçu mission du pape de rétablir l'unité de son clergé à défaut d'empêcher la scission de la coalition. La direction qu'il imposa à son administration eut bien pour but, dans une première phase, de ramener les modérés dans le giron

conservateur à l'instar de la politique de Weck-Reynold qui ne pouvait se résigner à la division. La disparition du chef du gouvernement amena l'évêque à se rapprocher des hommes du Cercle catholique qui avaient derrière eux la grande masse des conservateurs. Son attitude à l'égard des prêtres modérés demeura toujours très souple cependant. Il n'hésita pas à donner satisfaction à ces derniers en confiant la direction du Séminaire à son ancien rival, Goetschmann, par exemple, malgré les récriminations des néo-ultramontains. De même, il se refusa à suivre les « conseils » de ces derniers lui demandant le déplacement de confrères modérés. Enfin il ne condamna jamais publiquement le journal modéré ni la participation de certains prêtres à sa rédaction. Son attitude n'évita pas cependant les mesures que prit Rome à l'encontre de Marilley accusé de soulever politiquement les fidèles lors de déplacements à but religieux qu'il accomplissait dans certaines paroisses⁷².

A cette inquisition néo-ultramontaine, bien des prêtres s'y prêtèrent dans cette période où le clergé prit une part très active à la constitution ou consolidation d'un parti conservateur intransigeant dans la plupart des districts. L'éloignement d'un Schorderet trop compromis qu'avait exigé l'évêque n'entrava en rien ces efforts d'organisation, le nombre de ses disciples y suffisant largement. Une estimation du nombre de prêtres engagés activement dans les œuvres néo-ultramontaines parvient à un total de plus de 50 prêtres dont 10 doyens sur les 13 que comptait le canton. Quant aux quelque 120 prêtres qui restaient, dont un cinquième de germanophones, s'ils n'entrèrent pas directement dans la lutte des partis, leur sympathie allait au camp représenté comme le plus favorable à l'Eglise, en l'occurrence celui de l'évêque.

Jamais l'union de ce clergé et de l'extrême-droite « pour la défense de la religion en danger », ne fut aussi manifeste que lors des élections de 1881. L'idéal de la Restauration du règne social

⁷² Le soutien public accordé par Cosandey aux conservateurs lors des élections marque cependant les limites de cette modération à usage ecclésiastique principalement.

du Christ dans le canton que les néo-ultramontains n'avaient cessé de proclamer allait-il s'incarner enfin? La bénédiction du clergé donnée à l'entreprise de conquête du pouvoir par l'extrême-droite ne marquait-elle pas en fin de compte la poussée sociologique des masses rurales qu'avait su encadrer une nouvelle élite politique? Dans la lutte sans merci engagée contre les modérés, le clergé néo-ultramontain avait apporté néanmoins, avec sa foi et ses outrances, la pierre angulaire de la « République chrétienne » que Georges Python prétendra établir.

Conclusion

Le poids du facteur religieux et particulièrement ecclésiastique est indéniable dans l'évolution qui a marqué cette coalition. La constatation paraît banale dans ce XIX^e siècle fribourgeois où la puissance de l'Eglise est une constante de la vie politique. La lenteur avec laquelle s'opéra le processus d'éclatement nous offre cependant l'indice d'une évolution originale.

Elle tient en premier lieu à la commotion subie par l'Eglise durant l'épisode radical de 1848 et qui sera difficile à surmonter comme le révèlent les courbes des effectifs et des vocations. Mais non moins sévère avait été l'abaissement des conservateurs. Malgré leur solide base populaire et la prépondérance de leur députation, ils doivent laisser longtemps la barre aux modérés. Et la montée de l'extrême-droite se fera laborieuse, due davantage à l'effacement des chefs modérés qu'à un dynamisme interne. La puissance relative de ce tiers-parti est à souligner. Sa présence sur la scène politique fribourgeoise du XIX^e siècle est plus fugace d'ordinaire. Le fait de compter un sympathisant en la personne de Marilley n'est pas sans importance.

Mais c'est en fin de compte par l'Eglise à qui les faveurs accordées en 1857 n'étaient pas gratuites que s'opéra le redressement de l'aile droite de la coalition. Par l'activisme de ce jeune et

nombreux clergé plein de fougue et fasciné par les thèses ultramontaines, l'Église se renouvelle et à la faveur de la crise religieuse et fédéraliste des années 1870 communiquera son élan au parti extrême à travers les luttes contre le libéralisme. Les affrontements de la succession épiscopale illustrent bien le poids grandissant qu'avait pris le facteur religieux dans la stratégie des partis.

Mais en fin de compte, au delà de ce qui fut dénoncé comme étant du cléricalisme, et à travers ce catholicisme politique dont le clergé fut un pilier, demeure la question du fondement de l'influence réelle du clergé en matière politique. Certes, son pouvoir religieux est très grand sur les masses comme le prouvent les enquêtes sur la pratique pascale. Doit-on considérer cependant que l'attitude politique dérive de l'attitude religieuse dans ce renforcement du conservatisme ou, en suivant Goguel⁷³, faut-il y voir deux aspects complémentaires d'un certain type de personnalité?

La propension des masses à l'attitude conservatrice n'aurait-elle pas alors singulièrement aidé le clergé qui ne l'aurait, en fait, que «baptisée»? La réponse devra être donnée par de nouvelles approches de la question que cet article voudrait susciter.

⁷³ Goguel, F.: *Religion et politique en France*. In: *Revue de science politique*. 1966 (16), p. 1179.